





**« La bataille contre l'inflation
est quasiment gagnée.
Mais il nous faut maintenant
faire face à un environnement
de fortes incertitudes.
La Banque de France
y est engagée comme pôle
de stabilité et de confiance »**

François Villeroy de Galhau
Gouverneur de la Banque de France

LA BANQUE DE FRANCE EN 2024, C'EST ...

95 succursales
départementales

8813 salariés
(équivalent temps plein)

STRATÉGIE
MONÉTAIRE

STABILITÉ
FINANCIÈRE

SERVICES
À L'ÉCONOMIE
ET À LA SOCIÉTÉ

3 MISSIONS

5

VALEURS

INDÉPENDANCE

EXPERTISE

PERFORMANCE DURABLE

OUVERTURE

SOLIDARITÉ

**QUELLE A ÉTÉ L'ACTION
DE LA BANQUE
DE FRANCE ?**



VICTOIRE DANS LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

➔ Politique monétaire et inflation

- Quatre baisses de taux directeurs en 2024, ramenant le taux de la facilité de dépôt de 4,0 % en janvier à 3,0 % en décembre
- En France, l'inflation des prix à la consommation est passée de 2,8 % en janvier à 1,8 % en décembre
- En zone euro, l'inflation des prix à la consommation est passée de 3,4 % en janvier à 2,4 % en décembre

➔ Atterrissage maîtrisé pour l'activité économique

- La croissance de l'activité a atteint + 1,1 % sur l'ensemble de l'année

➔ Diminution du coût des nouveaux crédits accordés aux ménages et aux entreprises

- Taux d'intérêt moyen des nouveaux crédits à l'habitat des ménages en décembre : 3,3 %
- Taux d'intérêt moyen des nouveaux crédits aux entreprises en décembre : 4,2 %

➔ Hausse de la production de nouveaux crédits

- La production mensuelle de crédits à l'habitat a atteint 11,6 Md€ en décembre, son pic sur l'année
- La croissance des nouveaux crédits aux entreprises non financières a atteint + 2,0 % en 2024

MOYENS DE PAIEMENT

➔ Des moyens de paiement plus sûrs

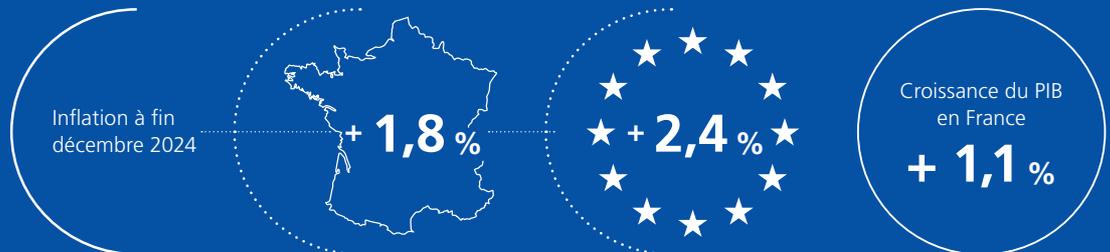
- Seulement 18 billets contrefaits détectés pour un million de coupures authentiques en circulation
- Taux de fraude par carte historiquement bas, à 53 euros de fraude pour 100 000 euros de paiement

... et accessibles

- 92,5 % de la population réside à moins de 5 minutes d'un point d'accès aux espèces (distributeur automatique de billets [DAB] ou point privatif). Le taux s'élève à 99,9 % pour l'accessibilité à moins de 15 minutes

➔ Des investissements dans l'avenir

- Poursuite de la construction de la nouvelle imprimerie à Vic-le-Comte
- Nouvelle stratégie nationale des moyens de paiement pour la période 2025-2030
- Avancée des travaux préparatoires de l'euro numérique



RÉSILIENCE DU SYSTÈME FINANCIER FRANÇAIS

- ➔ **Banques**
Des ratios élevés de liquidité et de solvabilité
- ➔ **Assurances**
Des acteurs solides, à la solvabilité forte confirmée
- ➔ **Résilience des acteurs non financiers, dont l'endettement décroît**
- ➔ **Participation aux réflexions européennes et internationales sur le renforcement de la résilience des intermédiaires financiers non bancaires**
- ➔ **Participation à l'exercice de coordination transfrontalière dans le secteur financier organisé par le groupe d'experts en cybersécurité du G7**

NUMÉRISATION DE LA FINANCE

- ➔ **Entrée en application du règlement européen qui encadre les cryptoactifs (*Markets in Crypto-Assets, MiCA*)**
- ➔ **Poursuite des expérimentations sur l'euro numérique de gros et de la phase de préparation de l'euro numérique de détail**
- ➔ **Approfondissement des travaux d'analyse sur l'impact de l'intelligence artificielle dans le secteur financier**

DÉFI DE LA TRANSITION CLIMATIQUE

- ➔ **Participation à plusieurs forums internationaux (dont le Network for Greening the Financial System, NGFS) ainsi qu'au Conseil de stabilité financière (CSF ou FSB, Financial Stability Board)**
- ➔ **Publication des résultats de l'exercice de stress test climatique consacré aux assureurs par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)**
- ➔ **Amélioration de la compréhension du lien entre finance et biodiversité à travers différents travaux de recherche**

SURVEILLANCE DES PRATIQUES DE MARCHÉ POUR LA PROTECTION DE LA CLIENTÈLE

- ➔ **Contrôles notables en 2024**
Assurances dites affinitaires, offres groupées, démarchage téléphonique en santé, assurance des emprunteurs sur crédits à la consommation, contrats obsèques
- ➔ **Autres actions**
 - Mise en garde du public contre les propositions frauduleuses de crédits, de livrets d'épargne, de services de paiement et d'assurances
 - Révision de la recommandation sur le devoir de conseil en assurance

15,4 %

ratio de solvabilité des six premiers groupes bancaires français

238,5 %

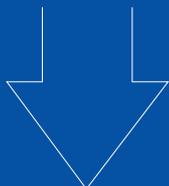
taux de couverture moyen du ratio de solvabilité pour les entreprises d'assurance supervisées

1 290

sites ou acteurs non autorisés inscrits sur listes noires

**SUR LE TERRITOIRE NATIONAL,
UN SERVICE PUBLIC POUR L'ENSEMBLE
DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES**

**ACCOMPAGNEMENT
DES ENTREPRISES**



318 000

entreprises
non financières cotées
(essentiellement des PME)

8 126

entrepreneurs
accompagnés

Médiation du crédit

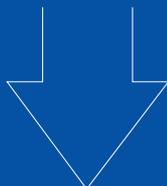
1 288

dossiers
de demande

5 797

emplois préservés
dans 690 entreprises

**PROTECTION DES PERSONNES
FINANCIÈREMENT FRAGILES**



134 803

dossiers de
surendettement
déposés

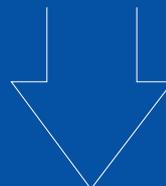
+ de 4,3 millions

de clients détectés
comme **fragiles**
financièrement

+ de 1,1 million

de personnes éligibles
à l'**offre spécifique**
« **clientèle fragile** »

**EDUCFI
(ÉDUCATION FINANCIÈRE)**



130 872

personnes sensibilisées
à l'éducation économique,
budgétaire et financière

Et aussi...

318 156

élèves ayant obtenu
le passeport EDUCFI
en 2024

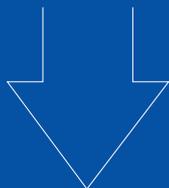
750 000

élèves désormais
prévus chaque année
grâce à la généralisation
du passeport EDUCFI
en classe de 4^e

+ de 42 000

jeunes volontaires
du Service national
universel ayant participé
en 2024 à des ateliers
sur le budget

UNE COMMUNICATION PLUS ACCESSIBLE



7,5 millions

de vues de nos messages sur les réseaux sociaux

330 000 abonnés à nos réseaux sociaux

84 000 abonnés à notre nouvelle newsletter mensuelle sur LinkedIn



Près de 19 millions

de visites sur les sites internet de la Banque

994 000

vues de notre série de vidéos pédagogiques sur l'économie et les missions de banque centrale



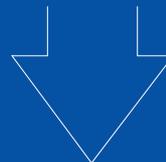
+ de 10 000

visiteurs aux Journées européennes du patrimoine

Près de 102 000

visites à Citéco, la Cité de l'économie

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES MISSIONS ET LES ACTIONS DE LA BANQUE DE FRANCE



10



podcasts de la Banque de France répartis en deux séries, « On parle cash » et « Dialogue & co », proposent un aperçu des sujets économiques qui font l'actualité. Écoutez-les sur toutes les plateformes d'écoute.



Le Bulletin de la Banque de France

visé à informer tous types de lecteurs sur les sujets économiques et financiers suivis par la Banque centrale.

En 2024, parmi les thèmes traités, vous trouverez notamment : l'impact des Jeux olympiques de Paris sur l'activité économique et les paiements (décembre), la baisse de la productivité en France (mars), ainsi qu'une série consacrée aux prix de l'énergie (mai, juillet, août).

LA STRATÉGIE MONÉTAIRE 2024 EN CHIFFRES

INFLATION IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé, en glissement annuel, à fin décembre)



CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ EN FRANCE



**TAUX D'INTÉRÊT MOYEN
DES NOUVEAUX CRÉDITS**
(en France, en décembre 2024)

3,3 %

à l'habitat
des ménages

4,2 %

aux entreprises

– 0,6 point
de pourcentage
par rapport
à janvier 2024

**BAISSE TOTALE
DES TAUX DIRECTEURS** (sur l'année 2024)

100
POINTS DE BASE

NOTRE ENGAGEMENT POUR RAMENER L'INFLATION À NOTRE CIBLE DE 2 % A ÉTÉ TENU ; LA BATAILLE CONTRE L'INFLATION TROP FORTE EST QUASIMENT GAGNÉE

En France, l'inflation des prix à la consommation est passée de 3,4% en janvier 2024 à 1,8% en décembre 2024 et janvier 2025. Pour mémoire, elle avait atteint son pic en février 2023, à 7,3%.

De même, en zone euro, l'inflation des prix à la consommation a baissé en un an, de 2,8% à 2,5% entre janvier 2024 et janvier 2025.

Dès que le risque d'une inflation trop élevée s'est dissipé, le desserrement progressif des conditions monétaires a pu être engagé. Quatre baisses des taux de 25 points de base ont eu lieu en 2024 (juin, septembre, octobre et décembre), suivies de deux baisses supplémentaires de même amplitude en février et mars 2025.

Le desserrement des conditions monétaires a permis de diminuer le coût des nouveaux crédits accordés aux entreprises et aux ménages en France. Cette baisse a entraîné une reprise de la production de crédits, en particulier de ceux à l'habitat.

Notre action sur les conditions monétaires a permis de ramener l'inflation vers sa cible de 2% sans provoquer une récession : la croissance du PIB s'est établie en France à 1,1% en 2024. Elle devrait être un peu inférieure en 2025 (0,7%), mais repartirait plus nettement en 2026 et 2027.

Dans un contexte d'évolution des moyens de paiement à l'ère du numérique, les niveaux de fraude historiquement bas sur l'ensemble des moyens de paiement contribuent à maintenir un haut niveau de confiance en la monnaie. Cette situation s'explique notamment grâce aux actions du Comité national des moyens de paiement et de l'Observatoire de la sécurité des moyens de paiement. L'année 2024 a également été marquée par la poursuite des travaux de construction de la nouvelle usine de fabrication de billets à Vic-le-Comte et les travaux préparatoires de l'euro numérique afin de continuer à offrir aux citoyens un choix de moyens de paiement modernes et sûrs.

LA STABILITÉ FINANCIÈRE 2024 EN CHIFFRES

MISSIONS DE CONTRÔLE

180

sur place des assurances
et des banques
(hors MSU, Mécanisme de
surveillance unique), et de
leurs pratiques commerciales

34

pour le compte
de la BCE
(cadre du MSU)

RATIO DE SOLVABILITÉ

(Common Equity Tier 1)
des six principaux groupes
bancaires français

15,4 %

TAUX DE COUVERTURE MOYEN DU RATIO DE SOLVABILITÉ

pour les entreprises
d'assurance supervisées

238,5 %

PART DU BILAN

(en zone euro)

BANQUES FR.

35,1 %

ASSURANCES FR.

33,5 %

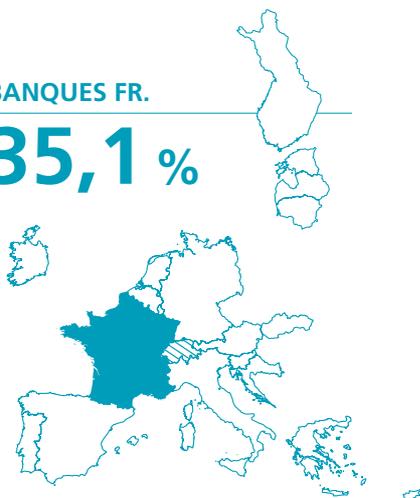
au T3 2024^{a)}

Part des institutions
financières non bancaires fr.
dans les actifs financiers fr.

31,2 %

à fin 2023

a) Provisoire : donnée définitive
disponible fin mars 2025.



UN SYSTÈME FINANCIER FRANÇAIS RÉSILIENT DANS UN CONTEXTE INCERTAIN ET CHANGEANT

La solidité des secteurs bancaire et assurantiel, à laquelle l’Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) contribue par sa supervision exigeante et proactive, a représenté un facteur important d’absorption des chocs, au regard des incertitudes liées à l’environnement européen et international. Dans son *Rapport sur la stabilité financière* de décembre 2024, la Banque de France souligne également que le retour de l’inflation à sa cible et la baisse progressive des taux directeurs, dans un contexte de croissance française modérée, ont constitué des éléments favorables pour la stabilité du système financier français en 2024. Les mesures macroprudentielles adoptées par le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) ont en outre permis au système financier français de faire face aux vulnérabilités identifiées. En 2024, le HCSF, sur proposition du gouverneur, a maintenu le coussin de réserve de protection du crédit à 1 %.

La Banque de France et l’ACPR œuvrent à une meilleure prise en compte par les acteurs financiers des risques associés au changement climatique, à la dégradation de la nature et à la numérisation de la finance. À titre d’exemple, l’ACPR a notamment publié les résultats d’un nouvel exercice de *stress test* climatique, consacré exclusivement aux assureurs. Ils mettent en exergue une exposition importante des organismes d’assurance à des chocs liés au changement climatique et confirment la nécessité pour les assureurs d’intégrer le risque climatique dans leur stratégie et leur gouvernance. La Banque de France et l’ACPR sont par ailleurs pleinement engagées dans les travaux du réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS). S’agissant du risque cyber dans une économie toujours plus numérisée, la Banque de France a notamment participé à l’exercice de coordination transfrontalière dans le secteur financier organisé par le groupe d’experts en cybersécurité du G7.

L’ACPR veille au respect des bonnes pratiques commerciales et à la protection de la clientèle des institutions financières, ainsi qu’au respect des obligations de lutte contre le blanchiment. En 2024, les travaux de l’ACPR en matière de protection de la clientèle ont porté en priorité sur les produits dont la commercialisation ne semble pas suffisamment prendre en compte les intérêts des clients. L’ACPR a également inscrit 1 290 sites ou acteurs non autorisés sur des listes noires en 2024.

LES SERVICES À L'ÉCONOMIE ET À LA SOCIÉTÉ 2024 EN CHIFFRES

29 295

COMMISSIONS DE
SURENDETTEMENT

DÉSIGNATIONS AU TITRE
DU DROIT AU COMPTE

134 803

dossiers déposés

8 126

SAISINES AUPRÈS DE NOS

102

correspondants TPE-PME

318 000

entreprises non financières
(essentiellement des PME)
bénéficient d'une cotation

5 797

emplois préservés
dans 690 entreprises
grâce à la Médiation

131 872

personnes sensibilisées
à l'éducation financière
(EDUCFI)

101 487

visiteurs accueillis
à Citéco,
la Cité de l'économie

LA BANQUE DE FRANCE AU SERVICE DES ENTREPRISES ET DES PARTICULIERS

En 2024, la Banque de France a davantage encore accompagné les entreprises, grâce à des outils simplifiés et plus performants. Elle a ainsi ouvert sur internet, en mars, un « Espace dirigeant » qui constitue le point d'entrée unique pour accéder aux services spécifiques que la Banque propose. Elle a de plus déployé, dans trois secteurs à forts enjeux de transition écologique (production d'électricité, transports et foncières), un indicateur climat qui va aider environ 2 000 entreprises dans la gestion de leur transition. Par ailleurs, les 102 correspondants TPE-PME départementaux ont accompagné 8 126 porteurs de projets et dirigeants d'entreprise. De même, depuis 2020, le réseau des correspondants *start-up* a accompagné près de 1 700 *start-up* dans leur recherche de financement. Enfin, les demandes de médiation en matière de crédit marquent un léger recul en 2024 par rapport à 2023.

La Banque a poursuivi son action globale en faveur de l'inclusion financière des particuliers, à travers quatre canaux complémentaires (guichet, internet, courrier, numéro de téléphone unique, le 3414). Elle a procédé en 2024 à 29 295 désignations au titre du droit au compte et enregistré une hausse de 10,8 % du nombre de dossiers de surendettement déposés (134 803, contre 121 617 en 2023).

Opérateur de la stratégie nationale d'éducation économique, budgétaire et financière (EDUCFI), la Banque a sensibilisé 131 872 personnes à ces thèmes. En 2024, 318 156 collégiens ont obtenu le passeport EDUCFI. Grâce à la généralisation de ce passeport à toutes les classes de 4^e, 750 000 élèves l'obtiendront chaque année. La Banque a également animé avec ses partenaires des ateliers sur le budget auprès de plus de 42 000 jeunes en Service national universel. Bénéficiant d'un site internet modernisé, la collection des « ABC de l'économie », développée pour les lycéens, étudiants et curieux de l'économie, propose désormais plus de 110 supports pédagogiques gratuits. La Cité de l'économie, Citéco, a également accueilli plus de 100 000 visiteurs dans l'année.

Prestataire de services financiers pour le compte de l'État, la Banque de France gère les comptes du Trésor public et les paiements associés. Depuis 2021, la Banque assure pour le compte de la Commission européenne l'émission de titres à court terme, qui financent le plan de relance européen NextGenerationEU.

Construire Ensemble 2025

**DÉFIS
DES CHOCS
ET DES
MUTATIONS**

INFLATION

CLIMATIQUES
ET ENVIRONNEMENTAUX

STABILITÉ FINANCIÈRE

TECHNOLOGIQUES

SOCIAUX ET TERRITORIAUX

ATTRACTIVITÉ RH

7 DÉFIS

ANCERER

la stabilité des prix,
la stabilité financière
et la résilience

ANTICIPER

l'innovation,
la transition climatique
et environnementale

4A

ACCOMPAGNER

les particuliers
et les entreprises
face aux incertitudes

AMÉLIORER

encore la qualité de vie
au travail et attirer
les talents

4 RÉPONSES

28 ACTIONS

DÉFIS DE L'INFLATION

DÉFIS DE STABILITÉ FINANCIÈRE

ANCRESS

la stabilité des prix, la stabilité financière et la résilience

INFLATION

Retour de l'inflation à 2% d'ici 2025

RISQUE CYBER ET FINANCE

Renforcer la cyberrésilience du système financier

RÉSILIENCE BANQUE DE FRANCE

Renforcer notre résilience opérationnelle par un dispositif de gestion de crise et une cybersécurité de haut niveau

POLITIQUE MONÉTAIRE ET CLIMAT

Intégrer le risque climatique dans la conduite de notre mandat de politique monétaire

STABILITÉ FINANCIÈRE

Mieux appréhender les risques liés aux chocs exogènes, dont climatiques, pour le système financier

FIDUCIAIRE

Pérenniser notre activité fiduciaire en développant sa performance économique et écologique

DÉFIS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

DÉFIS TECHNOLOGIQUES

ANTICIPER

l'innovation, la transition climatique et environnementale

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)

Développer l'IA pour améliorer nos modes de travail et nos missions

SYSTÈME D'INFORMATION

Simplifier notre système d'information techniquement et fonctionnellement

NATURE

Intégrer les risques économiques et financiers liés à la nature et à la perte de biodiversité dans la conduite de nos mandats

SUPTECH

Ancrer l'innovation dans la supervision

MONNAIE NUMÉRIQUE

Garantir la sécurité et l'accessibilité des moyens de paiement et accompagner les nouveaux usages dont l'euro numérique

FINANCE TOKENISÉE

Accompagner et sécuriser la tokenisation de la finance en préparant le lancement d'une monnaie numérique de banque centrale (MNBC) interbancaire

BANQUE DE FRANCE VERTE

S'engager activement vers un objectif de neutralité carbone et contribuer à la préservation de la biodiversité

DATA

Mieux gouverner et valoriser nos données, en commençant par cinq domaines prioritaires (entreprises, stabilité financière, supervision, statistiques, climat)

ET DES MUTATIONS

DÉFIS SOCIAUX ET TERRITORIAUX

ACCOMPAGNER

les particuliers et les entreprises
face aux incertitudes

EDUCFI

Élargir l'accès à l'éducation financière

DIALOGUE AVEC LES FRANÇAIS

Renforcer l'écoute et les échanges

I-CLIMAT

Programme I-climat - Déployer l'indicateur climat
au service de la transition écologique des entreprises
et du climat comme bien commun

PARTICULIERS

Simplifier la vie de nos usagers, et aider particulièrement
ceux en situation de précarité accrue

ENTREPRISES

Face aux crises, renforcer l'accompagnement
des entrepreneurs dans les territoires

OUTRE-MER

Soutenir la stratégie des Instituts pour le
développement des économies ultramarines

DÉFIS DE L'ATTRACTIVITÉ RH

AMÉLIORER

encore la qualité de vie au travail
et attirer les talents

CHARGE DE TRAVAIL

Mieux gérer la charge de travail

ANTI-IRRITANTS

Lever les irritants et simplifier dans nos processus
comme dans notre culture

AUTONOMIE

Renforcer l'autonomie des équipes et des managers

CARRIÈRES

Une gestion des carrières plus simple et transparente

SITUATIONS DE FRAGILITÉ

Mieux détecter et accompagner les personnes
en situation de fragilité avec l'OPPR*

DÉCLOISONNEMENT

Décloisonner et organiser l'accès à l'information pertinente

CADRE DE TRAVAIL

Un parc immobilier et un cadre de travail pour le réseau
et le siège entièrement modernisés d'ici la fin de la décennie

RH ET INFLUENCE

Définir une politique RH contribuant
à notre influence européenne et internationale

* OPRP : Observatoire paritaire de prévention
des risques de santé au travail

AGIR

AVEC L'ENSEMBLE DE NOS PARTIES PRENANTES

pour
**PRÉSERVER
L'ENVIRONNEMENT**



pour
NOS COLLABORATEURS



comme
MÈCÈNE



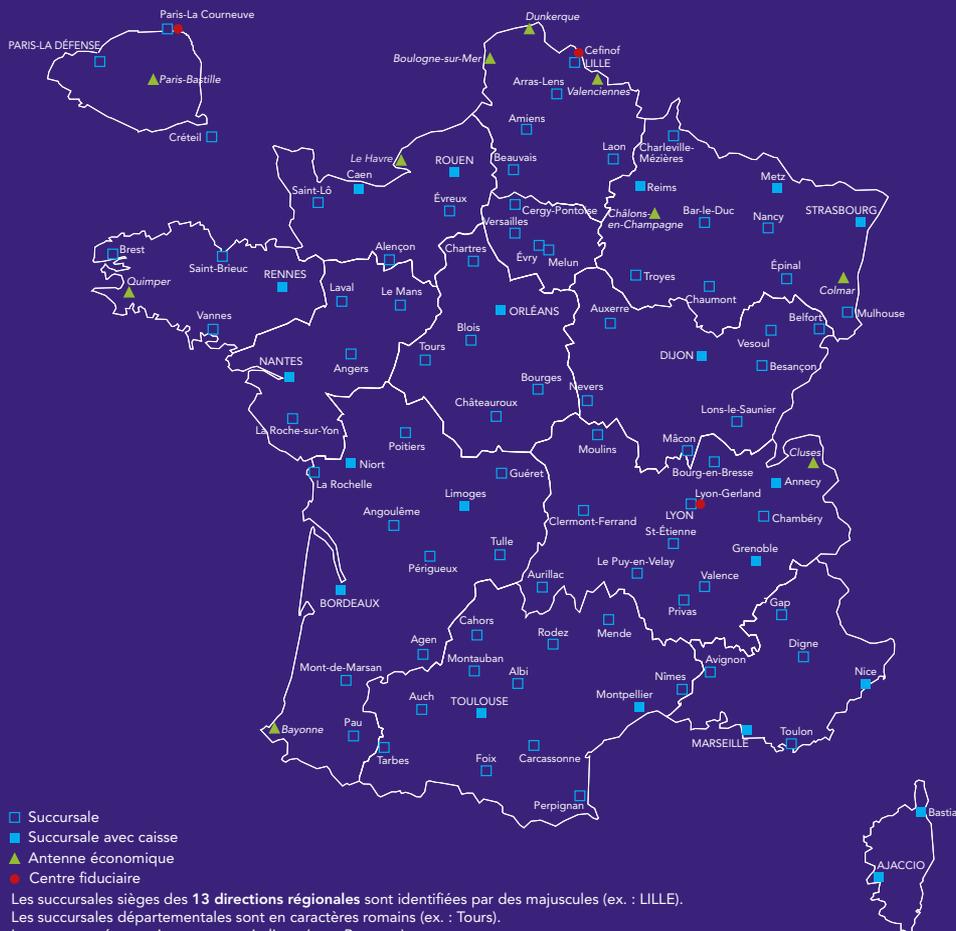
par
**NOS INVESTISSEMENTS
et NOS ACHATS**



| DOMAINES D'ACTION | INDICATEURS SUIVIS EN 2024 | NIVEAU D'ATTEINTE en 2024 (sauf n° 1) |
|---|---|---|
|  <p>AGIR POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT</p> | <p>n° 1 Réduire d'au moins 15% nos émissions de gaz à effet de serre (GES) à fin 2024 (comparativement à 2019)</p> <p>n° 2 Mise à disposition de tous les collaborateurs d'un profil numérique individuel, avec enrichissement et augmentation de son usage</p> | <p>– 25,6% (2023)</p> <p>15 469 utilisateurs du profil numérique (au 31 décembre, collaborateurs et prestataires externes)</p> |
|  <p>AGIR POUR NOS COLLABORATEURS</p> | <p>n° 3 Taux d'accès des femmes aux postes à responsabilité : 35% à fin 2024</p> <p>n° 4 Taux d'emploi de travailleurs en situation de handicap ≥ à 6%</p> | <p>38,2%</p> <p>7,33%</p> |
|  <p>AGIR COMME MÉCÈNE</p> | <p>n° 5 Taux d'engagement annuel des collaborateurs > 15%</p> <p>n° 6 Au moins 350 actions de mécénat soutenues sur la période 2021-2024</p> | <p>26,5% (19,6% hors soutien à Mayotte)</p> <p>483 actions</p> |
|  <p>AGIR PAR NOS INVESTISSEMENTS ET NOS ACHATS ^{a)}</p> | <p>n° 7 Alignement des portefeuilles (poche actions de la caisse de réserve des employés et poche actions des fonds propres) sur une trajectoire de 1,5 °C d'ici fin 2025</p> | <p>Alignement sur une trajectoire de 1,5 °C dès fin 2023 de la totalité des poches actions de la caisse de réserve des employés et des fonds propres</p> |

a) Les indicateurs relatifs à la politique d'achats responsables sont décrits dans le schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER), dont un premier bilan sera effectué en 2025.

LE RÉSEAU ET LES CENTRES FIDUCIAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE AU 1^{ER} JANVIER 2025



NÉTAIRE
NCIÈRE
CONC LA SOCIÉTÉ



banque-france.fr

